

2 Politique

Majorité républicaine et sociale pour l'émergence

Mavioga pour la réorganisation de ce regroupement

MAM

Libreville/Gabon

GUY-CHRISTIAN Mavioga, le porte-parole de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, groupement politique composé des forces qui soutiennent la politique du chef de l'Etat, a récemment exprimé le souhait de voir restructurée cette plate-forme. C'était au cours d'un entretien qu'il a eu avec le secrétaire général par intérim du Parti démocratique gabonais (PDG), Eric Dodo Boun-

guenda.

Pour celui qui est également premier responsable du Bloc démocratique chrétien (BDC), quatre raisons principales sous-tendent son idée de la réorganisation de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

La première, selon lui, est de "répondre aux problèmes que rencontrent au quotidien les populations gabonaises". Deuxième élément, l'organisation des élections législatives prévues pour avril prochain, des élections locales et de l'élection pré-



Photo : D.R

Mavioga (chapeau noir) pour une réorganisation de la majorité républicaine.

sidentielle de 2023. Le porte-parole de la majorité

explique : "nous devons réorganiser la majorité avec la redistribution de nouvelles tâches, de nouveaux rôles à un certain nombre d'acteurs politiques de la majorité".

Il faut souligner que dans une récente déclaration, le porte-parole de la famille politique du président Ali Bongo Ondimba, avait demandé aux responsables des partis politiques de l'opposition dite modérée ayant intégré le gouvernement de clarifier leur positionnement vis-à-vis du camp présidentiel. Dans ce sens, il avait cité le PSD de Pierre-

Claver Maganga Moussavou, le PDS de Séraphin Ndaot Rembogo, DN de René Ndemzo'o Obiang, l'UPG de Mathieu Mboumba Nziengui, et de l'ACR de Bruno Moubamba (c'était avant l'éviction de ce dernier du gouvernement Issoze Ngondet 2").

Sans doute que Guy-Christian Mavioga est revenu sur cette idée au cours de son entretien avec le secrétaire général intérimaire du parti au pouvoir, considéré comme la locomotive de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

Opposition/Conférence de presse du RHM

Ses responsables dénoncent les arrestations pour "délits d'opinion"

C.O.

Libreville/Gabon

PAR la voix de son président, Alexandre Barro Chambrier, le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), parti politique se réclamant de l'opposition dite radicale, a animé une conférence de presse, samedi dernier, à son siège, sis au centre-ville de Libreville. Occasion pour lui de dénoncer "les arrestations et incarcérations d'hommes politiques pour délits d'opinion sur toute l'étendue du territoire national".

Selon lui, à ce jour, vingt acteurs politiques croupissent dans les maisons d'arrêt de l'intérieur du pays et de la capitale gabonaise. En même temps que, a-t-il précisé, "de nombreux jeunes compatriotes qui ont été arrêtés et incarcérés arbitrairement, à l'issue de la marche organisée par la Coalition pour la nouvelle République (CNR) (...)". Et plus récemment, ce sont Frédéric Massavala Maboumba, porte-parole de la



Photo : Chris OYAME

Le président du RHM, Alexandre Barro Chambrier (c), lors de son propos liminaire.

CNR et Pascal Oyougou, secrétaire général adjoint du RHM qui se retrouvent derrière les barreaux. «Chacun de nous cède à l'évidence, devant l'inexorable dérive autoritaire qui, jour après jour, chemine vers une incontestable dictature dans notre pays», fait remarquer Alexandre Barro Chambrier.

Le président de RHM a rappelé l'alerte du 27 juin 2015 de son mouvement, à l'époque encore courant politique du parti au pou-

voir, sur les dangers des dysfonctionnements internes au sein du PDG. Il s'agit d'un "climat politique délétère créé dans le pays, par une caste de profito-situationnistes tenant le chef de l'Etat en otage", a-t-il clamé.

A l'époque, a-t-il souligné, alors député issu du Parti démocratique gabonais (PDG), il avait, avec l'ensemble de ses camarades, aujourd'hui militants de RHM, saisi le président du PDG, pour tenter de mettre

un terme à cette situation au cours d'un congrès de clarification et créer les conditions favorisant l'apaisement des tensions politiques, par "l'implication de tous les acteurs de la scène politique nationale en quête de solution pérenne garantissant une saine vie politique, la stabilité et partant le progrès du pays".

"La suite de l'histoire est connue de tous", a-t-il déclaré. Précisant, qu'il s'agit des "emprisonnements, exclusions, humiliations et in-

timidations des députés auxquels était dénié tout droit à la contestation au sein du parti, bien que détenteur d'un mandat électif, jusqu'à la démission de l'ancien président de l'Assemblée nationale et de nombreuses hautes personnalités du PDG".

Pour le leader du RHM, malgré la sonnette d'alarme, tirée par ce mouvement politique, huit ans après, "on constate la perte de crédibilité du pays, le repli de l'investissement di-

rect étranger, les fermetures d'entreprises, le chômage, les grèves à répétition dans tous les secteurs d'activités, la paupérisation grandissante des populations".

Pour conclure, le président du RHM a dénoncé et condamné la décision administrative, portant interdiction de sortie du territoire national de plusieurs personnalités. Non sans demander la libération sans condition de ceux qu'il a qualifiés de "prisonniers politiques".



Photo : Chris OYAME

L'assistance ayant fait le déplacement pour suivre sa déclaration.

Droits de l'Homme

La société civile inquiète de la situation actuelle

C.O.

Libreville/Gabon

PLUSIEURS leaders de la société civile ont animé, vendredi dernier, au siège du Réseau des organisations de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG), sis à Louis, un point de presse.

Au centre de cette déclaration : "les violations des droits de l'Homme dans notre pays". Par la voix du révérend pasteur Georges-

Bruno Ngoussi, ces membres de la société civile ont déclaré : "la situation est devenue insoutenable et inacceptable".

En effet, précise-t-il, depuis la crise post-électorale du 31 août 2016, "les intimidations et les arrestations arbitraires des populations civiles, des leaders politiques de l'opposition et ceux de la société civile sont récurrentes". Pour l'orateur, ces arrestations sont dirigées contre des personnalités qui s'opposent à toute collaboration ou compromission avec le pouvoir en place "qui ne



Photo : Chris OYAME

Georges-Bruno Ngoussi (micro) a dénoncé les violations des droits de l'Homme au Gabon.

respecte ni le choix du peuple gabonais, ni celui de la justice sociale, ni du respect des droits de l'Homme ga-

rantis par les Conventions internationale et par notre Constitution".

Bruno Ngoussi ajoute : "ces derniers temps, nous assistons à une augmentation des actes de violences dudit pourvoir, accentués par des interdictions de sortie du territoire national à plusieurs personnalités".

"Nous exigeons la libération immédiate et sans condition des détenus d'opinion", insiste-t-il. Tout en réitérant la demande faite par le Parlement européen de lancer un processus de concertation au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou, dès

la constatation de l'absence de progrès dans le Dialogue politique intensifié. Non sans interpellier "l'Union européenne sur les dangers de la non-prise en compte de l'entêtement du pouvoir en place, qui règne par la terreur, la paupérisation des populations, une augmentation de la criminalité et qui affame le peuple".

Le révérend pasteur termine par cette note : "la société civile défendra jusqu'au bout la mise en place et le respect des valeurs républicaines et des droits humains".